



DOSSIER DE PRESSE

Mobilisation du 17 novembre à NANTES

**TRANSITION EN COURS
VERS LA BIO : TENEZ*
VOS ENGAGEMENTS !**

**ETAT et CONSEIL REGIONAL PAYS DE LA LOIRE*

Contact : 06-11-37-34-53 (Julien TAUNAY) - cab.coordination@biopaysdelaloire.fr



Communiqué de presse – 17 novembre 2017

TRANSITION EN COURS VERS LA BIO : TENEZ VOS ENGAGEMENTS !

Depuis 3 mois et plus, nos élus feignent de ne pas **voir la mutation profonde agricole et alimentaire que constitue l'évolution de la bio**. Ils ne prennent pas leurs responsabilités face à ce mouvement en décidant de ne pas l'accompagner. En juillet 2017, l'Etat annonçait ne plus donner de moyens de financements pour accompagner ou conforter les agriculteurs dans leurs changements de pratiques **en ne transférant que 4,2% des aides historiques** vers le second pilier de la PAC. Ces attermoissements aboutissent **à une impasse totale quant à une éventuelle ambition régionale ligérienne de développement de la bio** dans l'une des régions leader de la bio (8 % de surface en bio, en progression de 21% en 2016).

La Bio répond aux attentes des consommateurs, le marché est là, les entreprises agro-alimentaires et les distributeurs ont besoin de produits bio, la filière Bio crée des emplois...Mais pour cela, il nous faut des producteurs, et l'engagement en bio demande du temps. **Or, la suppression d'aides et le manque de visibilité vont casser cette dynamique historique.**

Face à ce paradoxe, des organisations agricoles, environnementales et économiques **appellent à une mobilisation sous la forme d'un pique-nique citoyen le vendredi 17 novembre 2017** à Nantes devant le Conseil régional. Nous invitons toutes les organisations syndicales, agricoles et citoyennes à s'associer à notre démarche.

Nous demandons à l'Etat et au Conseil régional **une ambition lisible et claire pour un soutien politique fort de l'agriculture biologique**. Dans l'état des discussions, il manque 25 millions d'euros en Pays de la Loire pour accompagner la dynamique jusqu'en 2020. A plusieurs reprises, les pouvoirs publics ont exprimé l'hypothèse d'une « année blanche en 2018 », c'est-à-dire aucun soutien financier pour les projets en conversion en Pays de la Loire !

Nous proposons des solutions concrètes pour permettre d'abonder les enveloppes financières dédiées à l'agriculture biologique :

- **En supprimant la part du transfert du 2nd pilier vers l'assurance récolte**
- **En utilisant tous les moyens possibles pour récupérer du FEADER**
- **En fléchant une partie des 200 millions d'euros sur les services environnementaux** annoncés par le Président de la République lors des EGA
- **En mobilisant d'autres financements (Conseil régional, Agence de l'Eau, Agence de la Biodiversité)**
- **En privilégiant les aides bio plutôt que les aides aux investissements** en agriculture qui n'apportent aucune garantie sur la transition agricole

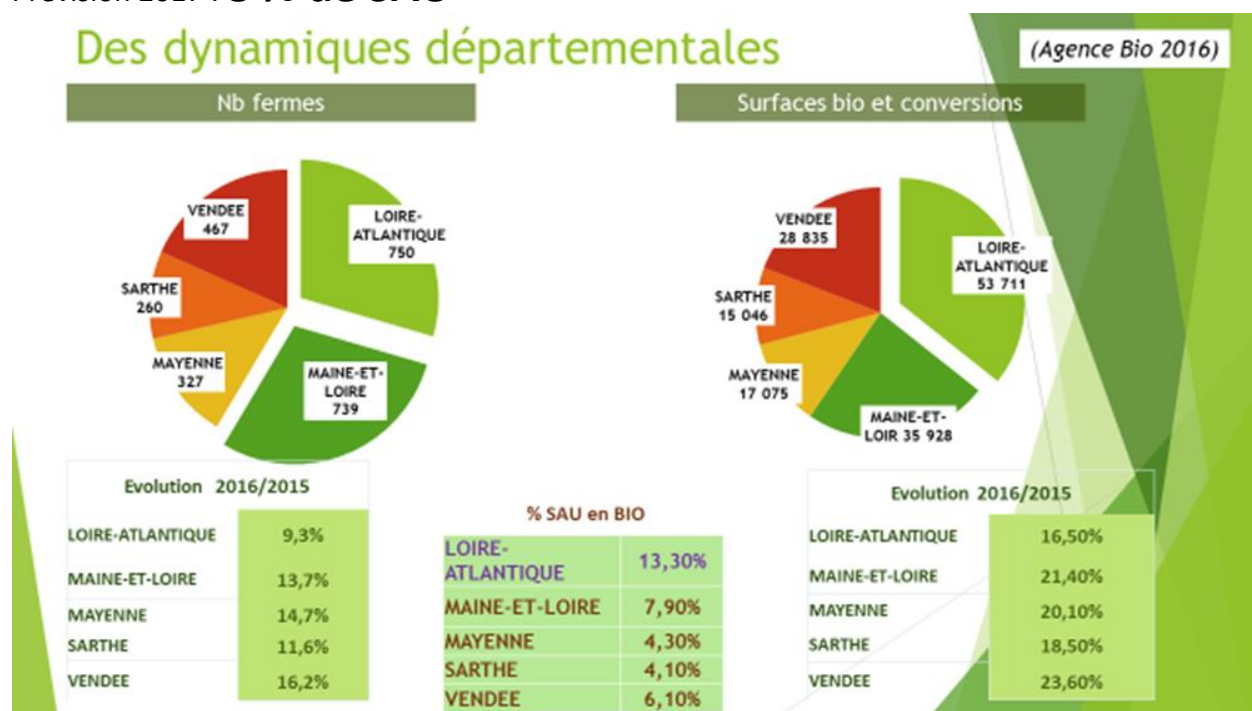
Au travers de ces solutions, **nous souhaitons une reconnaissance pleine d'une agriculture biologique au service de l'environnement, d'une alimentation saine et créatrice d'emplois**. La rupture du soutien politique serait un coup d'arrêt à la dynamique bio dans notre région.

Contacts presse (au nom du collectif) :

- François VRIGNAUD : 06-99-45-63-54
- Mathieu COURGEAU : 06-76-52-28-71

CHIFFRES DE LA BIO (Pays de la Loire 2016)

- **2 543 exploitations** bio : 5e rang français
- **150 595 ha bio et conversion** : 4e rang français
- **+ 20 %** de surfaces en 2016
- 7% de la SAU en bio : 4e rang français
- Prévision 2017 : **8 % de SAU**



- Accélération des conversions depuis 2015
- **40 000 hectares en conversion en 2 ans**
- Dynamique qui va se prolonger jusqu'en 2020... sous condition de soutiens publics

Dynamique de conversion en Pays de la Loire

[(-) estimations]

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Surfaces nouvelles en bio	4650 ha	11 800 ha	27 000 ha	15 000 ha	(20 000 ha)	(20 000 ha)	(20 000 ha)
Surface totale bio	118 000 ha	130 000 ha	157 000 ha	172 000 ha	(192 000 ha)	(212 000 ha)	(232 000 ha)
Nombre de fermes bio	2 093	2 256	2 543	(2 785)	(3 110)	(3 134)	(3 756)
% de SAU en BIO	5,6 %	6,1 %	7,4 %	(8 %)	(9%)	(10 %)	(11%)

Données ORAB + Agence Bio + Estimation CAB



Enveloppe financière et besoin en Pays de la Loire

Enveloppe régionale pour la bio (2015 à 2020) >> MAINTIEN et CONVERSION

- Enveloppe initiale destinée à l'AB de 2015 à 2020 : **86 millions €** (75% FEADER et 25 % Etat)

Enveloppe consommée de 2015 à 2017

- Enveloppe **maintien**: **39 millions €** (estimation en attente instruction définitive des dossiers)
- Enveloppe **conversion**: **48 millions €** (estimation en attente instruction définitive des dossiers)
- Enveloppe déjà consommée : **87 millions €**

Besoins prévisionnels de 2018 à 2020

- Besoin enveloppe **maintien** 2,7 millions € (Conseil régional, l'Agence de l'eau...)
- Besoin enveloppe **conversion** : **20.4 millions €**
- **Manque pour financer la bio jusqu'en 2020 : 23 millions €**

Niveau des aides bio par exploitation

- **Aide maintien** : une moyenne de **3 000 € / ETP associés / an** sur 1476 engagements en 2015 - Plafond à 7 500 € / associé / an, avec transparence GAEC
- **Aide conversion** : une moyenne de **10 600 € / ETP associés / an** sur 130 nouvelles fermes en conversion en 2016 – Plafond à 15 000 € / associé / an avec transparence GAEC.



Une agriculture 100 % biologique pourrait nourrir la planète en 2050

Selon une étude scientifique, le scénario est possible à condition de réduire le gaspillage alimentaire et de limiter la consommation de protéines animales

LE MONDE | 14.11.2017 à 18h51 • Mis à jour le 15.11.2017 à 10h52 | Par [Audrey Garric](#)

Les bénéfices du bio pour la santé et pour l'environnement sont aujourd'hui prouvés. Mais pour ses contempteurs, ce type de production ne pourrait pas être généralisé, faute de rendements suffisants pour subvenir aux besoins d'une planète à la démographie galopante. Une idée répandue que réfutent des chercheurs européens dans une nouvelle étude publiée par la revue *Nature Communications*, mardi 14 novembre.

Dans ce travail, le plus abouti sur la question, ils affirment qu'il est possible de nourrir plus de 9 milliards d'êtres humains en 2050 avec 100 % d'agriculture biologique, à deux conditions : réduire le gaspillage alimentaire et limiter la consommation de produits d'origine animale. Et ce, sans hausse de la superficie de terres agricoles et avec des émissions de gaz à effet de serre réduites. Un défi de taille, alors que le bio ne représente que 1 % de la surface agricole utile dans le monde – 6 % en France. « *Un des enjeux cruciaux est aujourd'hui de trouver des solutions pour basculer dans un système alimentaire durable, sans produits chimiques dangereux pour la santé et l'environnement*, avance Christian Schader, l'un des coauteurs de l'étude, chercheur à l'Institut de recherche de l'agriculture biologique, situé en Suisse. *Or cette transformation inclut une réflexion sur nos habitudes alimentaires et pas seulement sur les modes de production ou sur les rendements.* »

50 % de bio pourraient nourrir les Français en 2050

Pour l'expert, cette approche « *multifactorielle et systémique* » est « *très intéressante* », car « *c'est la première fois qu'on répond à la question de savoir si le bio peut nourrir le monde en intégrant à la fois la question des rendements, de l'occupation des sols, des effets environnementaux ou encore des émissions de CO₂* ».

Une révolution, mais à quel prix ?

Ces modèles présentent toutefois une limite. A l'inverse du système actuel, dans lequel les excès de nitrates dus aux engrais polluent l'environnement, le scénario de 100 % bio engendre un déficit en azote, pourtant indispensable à la fertilisation des cultures. Des solutions existent, comme semer des légumineuses qui fixent l'azote de l'air ou maintenir des sols couverts, mais elles sont encore insuffisantes. Reste une interrogation, qui n'est pas abordée par l'étude : la faisabilité économique d'une telle révolution. Dans un monde 100 % bio, les agriculteurs seraient-ils rétribués comme aujourd'hui – la concurrence entraînant une baisse des prix ? Les consommateurs pourraient-ils payer cette alimentation qui est actuellement plus chère ? « *L'agriculture reçoit beaucoup de subventions publiques. Il paraîtrait logique que cet argent aille vers une production et une alimentation durables afin de minimiser les coûts externes comme la pollution de l'eau ou les impacts sur la santé publique*, juge Philippe Pointereau. *Pour les consommateurs, l'alimentation peut coûter un peu plus cher même en réduisant la part de viande et de produits laitiers. Mais, compte tenu des bénéfices, peut-être seront-ils prêts à investir un peu plus.* »

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/11/14/une-agriculture-100-biologique-pourrait-nourrir-la-planete-en-2050_5214822_3244.html#SgqFchtFOLrme6e.99



Repères économiques



La bio séduit de plus en plus...

Inscrits au cœur des nouvelles tendances de consommation, les produits bio continuent leur progression en France en répondant aux attentes des consommateurs. L'enquête Tendances de Consommation du CRÉDOC le confirme : la bio fait partie des critères définissant la qualité d'un produit pour les Français. Aujourd'hui, ils sont près de 7 sur 10 à consommer des produits bio au moins une fois par mois et ils sont plus de 8 sur 10 à estimer que le développement de ce mode de production est important. Selon l'Agence Bio, les ventes de produits bio des six premiers mois de l'année 2017 dépassent de 500 millions d'euros celles du premier semestre de 2016.

19 nouvelles fermes bio chaque jour depuis janvier 2017

51 490 fermes et entreprises sont engagées en bio au 30 juin 2017 dont 35 231 producteurs et 16 259 entreprises de l'aval, soit + 9,3 % depuis le 31 décembre 2016. À la fin du premier semestre, près de 3 000 exploitations supplémentaires (+9,2 % vs fin 2016) se sont engagées en bio. Au 30 juin, la surface cultivée selon le mode biologique en France est estimée à 1,77 million d'hectares, soit 6,5 % de la surface agricole utile.

Des contrastes régionaux

Le nombre de fermes bio progresse sur l'ensemble du territoire. Les régions les plus actives poursuivent leur développement : l'Occitanie a près de 8 000 producteurs en bio dont 8 % nouvellement engagés en 2017 ; les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine dépassent les 5 000 producteurs avec respectivement 8 % et 9 % de producteurs engagés au cours du premier semestre 2017. À noter, la part des nouveaux engagés supérieure à 15 % dans les Hauts-de-France et la Corse souligne une reprise significative des engagements dans ces régions.

Un bond des engagements des entreprises de l'aval

Le nombre d'entreprises de transformation ou distribution engagées en bio a progressé de +1 375, soit de +9,4 % en 6 mois. Cette hausse des opérateurs de l'aval figure parmi les plus fortes enregistrées ces dernières années.

Transformateurs

En 6 mois, 934 nouveaux transformateurs (+ 8,8 % vs 31 déc. 2016). Parmi eux, 23 % sont des boulangers, 12 % des terminaux de cuisson et 18 % des industries agro-alimentaires. La majorité des transformateurs produisent à titre principal du pain, de la pâtisserie fraîche et des boissons.

Distributeurs

Ce premier semestre, 441 distributeurs (+11 % vs 31 déc. 2016) ont rejoint les rangs des acteurs de la bio en France. 4 458 distributeurs étaient donc engagés en bio au 30 juin 2017. Cette augmentation est plus importante que l'année passée où, sur la même période, 245 nouveaux distributeurs s'étaient engagés.

Comme l'année passée, les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Ile-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur enregistrent les plus fortes progressions du nombre d'entreprises bio de l'aval. Relativement au nombre d'opérateurs, les régions qui connaissent les plus fortes croissances sont la Corse avec 25 % d'entreprises de transformation nouvellement engagées et les Hauts-de-France avec 17 % de nouveaux distributeurs.

+500 millions d'euros de ventes bio par rapport au premier semestre 2016

Le marché des produits bio, qui a atteint plus de 7 milliards d'euros en 2016 (Restauration Hors Domicile comprise), progresse de + 500 millions d'euros au cours du premier semestre 2017 par rapport à la même période en 2016. Cette croissance est, cette année encore, portée par les rayons fruits et légumes ainsi que le rayon épicerie. De façon notoire, la croissance est plus forte en grandes et moyennes surfaces, qui enregistrent des ventes bio en hausse de +18 % au premier semestre 2017 par rapport à la même période en 2016. Selon l'Agence Bio, les ventes en magasins spécialisés bio continuent aussi de progresser avec +156 millions d'euros au premier semestre 2017 par rapport à la même période en 2016, soit +12 %.

Des produits bio très majoritairement français

71 % des produits bio consommés en France sont produits en France. Les produits importés de pays tiers ou introduits depuis l'Union européenne, se retrouvent principalement au rayon de l'épicerie pour 47 % (huiles, épices, légumes secs et quinoa, fruits transformés, chocolats, sucre...) et au rayon des fruits et légumes frais pour 20 % (banane, agrumes, avocat, tomates d'industrie...). Cependant 43 % de ces imports peuvent être considérés comme exotiques (banane, cacao, café...) ou purement méditerranéens (olives, agrumes...), la France ne produisant pas ou très peu ces produits. L'Union européenne reste un partenaire commercial privilégié avec plus de la moitié des importations en provenance des pays membres, et les trois quarts des exportations de produits bio français.

La bio en France : repères chiffrés

6,5 %
de la SAU en bio estimation
au 30 juin 2017
(1,77 million d'ha)

+ 15 %
de surfaces bio (estimées au
cours du 1^{er} semestre 2017

+ 9,2 %
de producteurs au cours du
1^{er} semestre 2017
(+ 2 965 producteurs)

+ 8,8 %
de transformateurs au cours
du 1^{er} semestre 2017
(+ 934 transformateurs)

+ 11 %
de distributeurs au cours du
1^{er} semestre 2017
(+ 441 distributeurs)

+ 500 millions
d'euros de produits bio
vendus au 1^{er} semestre 2017
vs 1^{er} semestre 2016